

ECONOMIE

Réseaux secs : chute de 10% de l'activité en 2015

Par Julie Guérineau - LE MONITEUR.FR - Publié le 02/12/2015 à 11:11

À l'occasion de l'élection de son nouveau président, le 26 novembre, le SNER, fédération nationale de syndicats d'entreprises de réseaux secs, a fait un bilan alarmiste de l'activité du secteur en 2015. Et il n'est pas plus optimiste pour 2016.



© SNER - Thierry Lirola a été élu président du SNER le 26 novembre.

On ne sait toujours pas si les travaux publics ont vraiment touché le fond en 2015, mais le secteur a en tout cas continué de creuser. Et les réseaux secs (électricité, gaz, télécommunications) ne sont pas épargnés. « Les résultats seront très mauvais cette année encore. La chute d'activité devrait approcher les 10% », estime Yves Robert, ancien président du Sner, fédération nationale de syndicats régionaux d'entreprises de réseaux secs au sein de la FNTP, qui vient de passer la main à Thierry Lirola.

Les causes de cette nouvelle chute sont multiples, mais l'effondrement des prix en est l'une des principales. « Nous sommes 50 à 60% en-dessous des prix normaux », s'alarme Yves Robert. Le phénomène s'est enclenché il y a quatre ans. Les entreprises, sentant que l'activité commençait à baisser, ont rapidement revus leurs prix à la baisse afin d'engranger le maximum de contrats avant le plus gros de la crise. Quitte à prendre des chantiers à perte. « C'est un très mauvais calcul. Ces entreprises déposent aujourd'hui le bilan et entraînent tout le secteur avec elles après avoir fait baisser les prix », explique Yves Robert. Ses prévisions pour 2016 sont tout aussi pessimistes. « Les entreprises qui avaient de la trésorerie ont tapé dedans pour survivre, mais ce sera catastrophique l'an prochain si ça continue ».

Baisse des dotations des collectivités

Autre grande cause de cette crise des réseaux secs : la baisse des dotations des collectivités. Les mairies, départements et régions comptent en effet parmi les plus gros clients des entreprises du secteur.

Autant dire que le nouveau président du Sner, Thierry Lirola, directeur général de l'entreprise de TP Serpollet, élu le 26 novembre, prend ses fonctions dans une conjoncture peu favorable. « Dans cette période de crise, il y a deux attitudes : soit on se recroqueville dans son coin, soit on se fédère parce qu'on a les mêmes problématiques. Sachant que dans ces moments-là, ce sont toujours les gros qui essaient de manger les petits », assure-t-il.

Souffrant encore d'un déficit de notoriété, le Sner fédère aujourd'hui 13 syndicats régionaux et interrégionaux nés au début des années 2000. Créé en 2013 par Yves Robert, il représente près de 200 entreprises, de la TPE à l'ETI, pour un total de 10 000 salariés et un chiffre d'affaires annuel cumulé avoisinant le milliard d'euros. Des statistiques que le nouveau président espère bien faire augmenter pendant son mandat. De nouveaux syndicats régionaux devraient notamment bientôt voir le jour dans l'ouest de la France.

Le Sner revendique aujourd'hui un ancrage régional et une représentativité nationale forts. En région, il accompagne les

entreprises et organise des formations, notamment sur les normes de sécurité et les DT-DICT. Sur le plan national, la fédération est impliquée dans de nombreuses chartes, commissions et organismes : charte de bonnes pratiques avec ERDF, Observatoire national des DT-DICT, membres non-élus au conseil d'administration des Canalisateurs de France, etc.

Les prochaines rencontres nationales des syndicats régionaux du Sner (SRERs) se dérouleront le 22 juin à Tours, en marge du congrès de la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies).